

Résumé des discussions

Volume 5, Number 1, mars 1976

Démographie et problèmes actuels

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/600710ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/600710ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

(1976). Résumé des discussions. *Cahiers québécois de démographie*, 5(1), 141–147. <https://doi.org/10.7202/600710ar>

RESUME DES DISCUSSIONS

Un premier intervenant affirme que le débat sur l'éthique repose sur la conception que l'on a de la science démographique. Il demande si nous pouvons prévoir ou souhaiter que la science démographique évolue vers une démographie politique, étant partie à l'origine d'une démographie qu'on divisait en démométrie et en démologie. Il s'agirait alors d'une évolution inverse de celle de la science économique qui est plutôt passée, au cours du temps, de l'économie politique à l'économétrie. A. Sauvy souligne que la réponse à cette question ne saurait être scientifique et il donne son opinion personnelle. Il ne sait pas si l'évolution vers une démographie politique est souhaitable mais il croit que le démographe ne doit se dérober devant rien, car les décisions seront prises de toute façon. Si le démographe ne peut aller jusqu'à conseiller une politique démographique donnée, il se doit d'éclairer le jugement de l'homme politique qui, en dernier lieu, prendra une décision tenant compte de facteurs qui ne sont pas tous, et c'est normal, du domaine démographique et qui ne concernent pas le démographe.

Un participant souhaite la venue, non seulement d'une démographie politique mais aussi d'une démographie éthique, car il ne faut pas se dérober devant les inquiétudes majeures de notre époque. L'éthique démographique doit évoluer pour être en mesure de répondre aux choix qui se posent à nous. Par exemple, s'il y a menace de famine dans un pays et que les réserves de maïs appartiennent à un autre pays qui l'utilise pour son cheptel, il faudra que quelqu'un fasse le choix entre la famine des uns et la violation de la propriété privée des autres.

Un autre participant trouve que A. Sauvy exagère la différence entre sciences physiques et sciences sociales. S'inspirant de Paul Ricoeur, de Thomas Cook et d'autres, il dit que "la science a la mainmise sur la réalité" et qu'en quelque sorte, le scientifique

reconstruit la réalité à sa mesure. Alors, une partie de la différence entre sciences physiques et sciences sociales pourrait tenir au fait que les premières ont un contrôle plus grand sur l'idéologie que les secondes. En guise de réponse, A. Sauvy affirme sa croyance en une science où l'idéologie ne joue aucun rôle. Selon lui il faut mettre de côté ses croyances idéologiques pour faire de la science. S'inspirant d'une étude de Donald Warwick de l'Université York, un participant identifie deux cas où se posent, selon lui, de sérieux problèmes éthiques: premièrement l'utilisation des méthodes anti-conceptionnelles dans un pays de l'est dans le but précis de diminuer la natalité des groupes minoritaires, deuxièmement la validité des données démographiques dont les démographes ne s'inquiètent pas suffisamment. L. Tabah répond que le premier problème relève purement du domaine politique. Quant au second il trouve regrettable que peu de démographes s'intéressent à la collecte des informations que nous soumettons à l'analyse.

Quelqu'un demande à M. Jacquard de donner sa définition d'un être humain et aussi s'il y a une différence entre un embryon et un fœtus. De l'avis de cette même personne, M. Jacquard se prononce, en matière d'avortement, sur ce qu'il ne sait pas car l'avortement est une question morale et le scientifique n'est pas plus apte à se prononcer là-dessus que l'homme de la rue. A. Jacquard répond que du point de vue génétique il n'y a aucune différence entre un fœtus, un embryon ou un être humain. Il y a unicité absolue car tout est joué dès la fécondation. En ce qui concerne sa définition d'un être humain, il y a l'essence où tout est défini dès la fécondation et l'existence où avec un même potentiel génétique on peut obtenir des individus très différents. Il ajoute que les problèmes moraux ne peuvent être résolus qu'en fonction d'une culture donnée. Chez les esquimaux les vieillards se suicidaient lorsque la nourriture venait à manquer. C'était un choix de société. Notre société implicitement dit pouvoir éliminer les fœtus parce qu'ils sont tout petits et qu'on ne les a pas encore vus. Chaque société a le droit de choisir mais il ne faut pas se réfugier derrière une hypocrisie, en prétendant

qu'il n'y a pas d'existence. Une autre personne intervient dans le débat: si la mort survient lorsque toutes les cellules du corps sont mortes alors l'oeuf fécondé est un être humain, si la mort survient lorsqu'il n'y a plus de signes de vie, alors extraire un embryon ou un fœtus sans signe de vie n'est pas la suppression d'un être humain. Pour répondre, A. Jacquard fait intervenir le facteur temps: l'embryon a un avenir tandis que les cellules du corps humain n'ont pas le potentiel de se réaliser.

Un membre de l'assemblée soulève ensuite la question de l'éthique des migrations internationales. Il demande si un pays a le droit de faire venir des gens d'autres pays pour l'aider à régler certains problèmes intérieurs. En réponse, L. Tabah souligne d'abord l'importance considérable de ce problème au niveau politique international: il existe des prises de position officielles de l'O.N.U. sur les droits de l'homme mais certains pays ne les appliquent pas. Il insiste ensuite sur les problèmes éthiques qui se posent au niveau de l'immigrant. L'immigrant est en effet une personne vulnérable et faible dont il faut défendre les droits, par exemple droit de s'exprimer, droit de réunion, relations avec sa famille. Quant aux quotas, il s'agit selon lui d'une décision politique où le démographe n'a pas à intervenir. Au niveau d'un gouvernement en particulier, A. Sauvy nous dit que le démographe ne peut avoir d'avis personnel. Il ne peut qu'éclairer, informer, chiffrer les conséquences. A. Jacquard évoque les problèmes posés par l'immigration de nombreux nord-africains en France. Il existe selon lui un racisme anti-nord-africain très virulent dans de larges couches de la population française. Ce sujet est lourd de scandales à venir. Il souligne ensuite le danger que représente l'uniformisation culturelle à laquelle on assiste à travers le monde, suite aux mouvements des hommes et aussi aux communications de masse. Tant au point de vue génétique que culturel, la richesse est dans la diversité. Il faudrait faire des études sur les conséquences à long terme du nivellement culturel. Précisant le sens de la question du premier intervenant, un participant demande s'il est moral et normal qu'il existe des critères sélectifs

d'admission ayant pour effet de drainer les gens les plus qualifiés vers les pays déjà favorisés, privant ainsi les pays sous-développés de ressources humaines dont ils ont un urgent besoin. Le démographe peut-il entériner une telle situation? A. Sauvy répond que le démographe est constamment tenté de raisonner en homme politique mais que cela n'est pas son rôle. Le démographe ne peut dire ce qu'il sait et non ce qu'il veut. Il se doit de renseigner en donnant les résultats de ses recherches mais il ne peut se mettre à la place de l'homme politique. S'il est vrai que le démographe ne peut pas se substituer à l'homme politique, affirme un autre, il est également vrai qu'il est citoyen, objet des politiques de l'Etat. Il lui semble difficile de dissocier ces deux aspects. A quel moment le démographe fait-il intervenir ses connaissances et à quel moment fait-il intervenir son propre système de valeurs?

Un membre de l'assemblée souligne alors que, dans cette discussion, on a beaucoup accordé d'importance à l'objectivité et à l'impartialité de la science. Cependant, lorsque M. Tabah affirme que l'intérêt collectif passe après l'intérêt individuel, il s'agit d'une prise de position politique, qui correspond à une idéologie précise et qui lui fera regarder les problèmes et leurs solutions en fonction de cette idéologie. L. Tabah répond que c'est vrai, qu'il y a là un jugement de valeur sous-jacent mais accepté par tous. Selon lui, que nous le voulions ou non, il existe toujours des jugements de valeur et qui changent au cours du temps. Par exemple la contraception et l'avortement qui autrefois étaient loin d'être admis par tous, font maintenant partie d'un consensus. On ne peut plus aujourd'hui refuser la contraception au nom de l'intérêt collectif, comme c'est le cas de certains pays. Il donne encore en exemple le racisme. Les Nations Unies ont des prises de position fermes sur le sujet et excluent les pays qui en font. Il s'agit là d'un jugement de valeur. Nous devons accepter qu'il existe des jugements de valeur et devant ces jugements, nous devons avoir une attitude objective ce qui, selon lui, n'est pas contradictoire.

Quelqu'un demande si, une fois la décision politique prise (avec ou sans consultation préalable), il n'est pas également du devoir du démographe d'informer la population des conséquences de cette nouvelle politique. Cela risque d'être dangereux et de nuire au gouvernement qui a pris la décision. A. Sauvy répond qu'on exagère beaucoup les pouvoirs des démographes auprès des journaux d'information.

A propos de l'objectivité de la démographie et de ses rapports avec la politique, un participant fait remarquer que le but de toute science sociale est la recherche causale qui débouche finalement sur des propositions d'actions en vue de modifier les phénomènes qu'on observe. Puisque l'engagement est inévitable, la meilleure façon de procéder serait-elle la recherche multidisciplinaire (elle a beaucoup déçue et elle est difficile à mettre en oeuvre) ou l'engagement politique du chercheur (au niveau de la manière dont il replace les résultats qu'il obtient dans un cadre philosophique et politique qui lui est propre) ou encore la création d'une nouvelle discipline, la démographie politique? La solution facile est de dire qu'on va laisser à chacun le choix de la méthode qui lui convient mais la politique n'appartient pas au politicologue c'est le domaine de tout le monde. Le démographe ne peut pas se contenter d'informer. Il a des opinions et des jugements à émettre. Pourquoi les prises de position seraient-elles interdites au démographe? Cela entraîne-t-il que l'on soit un mauvais démographe ou un démographe maudit? A. Sauvy répond que le démographe ne doit pas se préoccuper de savoir si une chose est bonne ou mauvaise, il doit plutôt chercher si elle répond à tel ou tel objectif, si elle va dans telle ou telle direction. Quant à la question de la priorité dans le temps du développement économique ou de la baisse de la fécondité, il regrette d'y avoir consacré trop peu d'études et d'analyses. Il faudrait savoir s'il existe effectivement un seuil de développement à partir duquel la baisse de natalité est quasiment automatique. La question est complexe et mérite d'être nuancée. Souvent les questions de ce genre (polémiques et politiques)

sont mal posées. L. Tabah souligne que l'anglais est plus riche que le français en ce domaine. Il distingue en effet "policy", un dispositif en vue d'une action et où le démographe peut intervenir, de "politics" qui sous-entend une idéologie. Les démographes ont aussi une idéologie mais qui doit s'exprimer normalement en dehors de la salle de cours ou du laboratoire. Selon un participant, certaines choses n'ont pas été dites assez clairement. Finalement la production scientifique appartient à la communauté ce sont des renseignements auxquels elle a droit. Quand le démographe informe un gouvernement, il met cette production scientifique au service d'un pouvoir politique.

M. Jacquard résume les dernières interventions de l'auditoire en disant qu'on accuse finalement le scientifique, démographe au généticien, d'être un Ponce-Pilate. Il est sensible à ce reproche. Il a souvent l'impression de ne pas être allé jusqu'au bout, dans le devoir urgent d'informer le public. Informer est très difficile car nous sommes pris entre deux attitudes; être très respectueux de sa propre discipline en employant les mots savants appropriés et alors on ne transmet rien ou encore essayer de transmettre avec tous les risques que cela comporte d'être mal compris car on ne peut guère prendre de précautions de langage lorsque l'on s'adresse au grand public. Le problème est grave car il faut bien à un certain moment s'engager. M. Sauvy, faisant état de sa longue expérience des médias d'information, souligne les problèmes de déformations des faits auxquels il a eu à faire face. Le journaliste ou l'interviewer interprète la pensée, il lui enlève souvent des aspects essentiels par simplification abusive ou par incompréhension.

Un participant de la salle pose une série de questions: qu'est-ce que la science, qu'est-ce que l'idéologie, est-il possible de se débarrasser des "biais" idéologiques dans le choix des sujets et des variables que l'on étudie, dans le choix des gens que l'on sert (gouvernement, grandes corporations, groupes d'opposition, etc.)? M. Sauvy est désolé que ce genre de questions soit posé. Selon lui, il ne faut pas refuser de répondre aux questions d'un gouvernement, sous prétexte qu'il s'agit d'un mauvais gouvernement. Quelque soit

le gouvernement, il vaut mieux qu'il soit convenablement informé, puisque les décisions seront prises de toute façon.

L'animateur remercie les conférenciers ainsi que les nombreux participants de la salle. Comme on l'a vu les problèmes éthiques sont nombreux et il souhaite que les discussions qui ont eu lieu suscitent des réflexions et des études sur ce genre de problèmes.